



Syndicat national unifié des directeurs, instituteurs, professeurs des écoles, AESH et PsyEN de l'enseignement public FO de Seine-Saint-Denis

Déclaration liminaire FNEC-FP FO CHS-CTD du 25 novembre 2021

Mesdames et messieurs les représentants du CHS-CTD

Deux ans après le début de la pandémie Covid 19 les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur métier se font de plus en plus ressentir. Depuis deux ans, ce sont des épisodes de confinements, de re confinements, d'enseignements à distances, de distanciations sociales, de brassages puis de non brassages, de services de cours séparés, de port de masques toute la journée ...

Résultat, les signalements pour risques psycho sociaux sont en forte hausse.

Ce sont des tensions entre enseignants et parents, entre enseignants eux même, entre directions et enseignants. Dans bon nombre d'écoles le moral est au plus bas. Il en est de même dans les autres secteurs de la fonction publique, alors même que nous sommes dans une période de risque sanitaire force est de constater que les services hospitaliers sont au bord de la rupture. Dans certains services ce sont la moitié des infirmiers qui sont absents. Non le « Grenelle » de la santé n'a rien réglé en distribuant des miettes salariales. Dernièrement nous apprenons qu'une cinquième vague Covid 19 arrive de façon exponentielle, comment cela va se traduire dans le quotidien des écoles ?

Et comment aborder le sujet des relations difficiles entre collègues sans parler de la loi Rilhac qui ne fera que renforcer ce climat de méfiance au sein des équipes. La seule réponse de ce gouvernement à la détresse des directeurs et au drame humain qu'elle a pu provoquer est : plus de travail et de pression. La majorité des collègues aura pu apprécier le cynisme de notre ministre qui pour apaiser les tensions, remet de l'huile sur le feu. La mort programmée des CHS-CT qui mettra à mal le traitement de la souffrance au travail fait entrevoir la façon dont ce gouvernement répond à sa responsabilité de protection des collègues. Les futurs directeurs supérieurs hiérarchiques seront-ils les gestionnaires impuissants de la misère locale et territoriale sans moyens supplémentaires ? Devront-ils courber l'échine, adoués qu'ils seront par une administration de plus en plus aveugle et sourde ? Devront-ils, à coup de pression quotidienne, imposer aux collègues des réformes qui d'ores et déjà ont réduit l'école de la république à l'état de mort cérébrale ? Monsieur le directeur académique, c'est bien vers cela que nous allons.

La situation de la médecine scolaire s'inscrit dans ce climat, la médecine de prévention quasi inexistante, le nombre d'infirmières scolaires insuffisant. A ce propos, le Snudi FO 93 vous demande comment sera assurée l'obligation légale de traiter les dossiers médicaux, tant dans le cadre du prochain mouvement interdépartemental que pour les situations de CLM, CLD et autres ? L'administration reconnaît que le recrutement est difficile car même si les postes sont à pourvoir il n'y aurait pas de candidats. Mais pourquoi ces postes ne sont pas pourvus ? C'est parce qu'ils ne sont pas attractifs ! Pour autant le ministre de l'Education Nationale se vante d'avoir rendu de l'argent à l'Etat, nous n'aurions pas besoin de cet argent pour augmenter les salaires ? Nous le savons tous si ces postes ne sont pas pourvus c'est que les conditions de travail ne sont pas bonnes ! Dans ces conditions communiquer sur le fait que l'on renonce à son budget est un comble.

Pour rappel : Le ministère a renoncé à dépenser 75 millions d'euros qui faisaient partie du budget alloué à l'Education nationale pour 2021.

Cet argent excédentaire n'aurait-il pas également pu être réinjecté dans l'accueil des élèves en situation de handicap ? Avons-nous vraiment actuellement les moyens à la hauteur de cette ambition d'école pour tous ? Non M. Le directeur académique, l'accueil de ces élèves et de ces familles déjà fragilisées au sein de notre école républicaine est une honte qui nous déshonore et que nous dénonçons dès l'origine. Aucun moyen sérieux mis en œuvre, des AESH sous-payés et méprisés, au bord du gouffre, des parents et des enfants en souffrance dans les classes. Des collègues désespérés qui ne trouvent, face à leur détresse qu'une administration démunie et moribonde qui ne peut donner comme « conseils » au mieux que de se débrouiller, au pire que de réutiliser ad nauseam la bonne vieille culpabilisation selon laquelle la pédagogie viendrait à bout de toute maladie et de tout handicap. Vous n'avez pas pu faire lire cet enfant autiste ? Qu'avez-vous mis en place pour cela ?

Comment soutenir sérieusement dans ces conditions que tout va bien, que le service public d'éducation nationale se porte pour le mieux ? Comment sérieusement penser que la dérégulation à tout va, la destruction systématiquement du statut passeront inaperçus dans la volonté de destruction de l'école publique toute entière ?

Dans les écoles les collègues ressentent bien cet abandon de l'Etat, il n'est plus rare de rencontrer des enseignants à bout qui doivent être placés en congé maladie, ou bien encore dans un tel désespoir qu'ils décident de démissionner.

C'est dans ce climat que les organisations syndicales présenteront un avis concernant la situation sanitaire.

Espace Maurice Nilès
11 rue du 8 mai 1945
93000 Bobigny
Tel : 01 48 95 43 73
contact@snudifo93.net

